Document généré le 19 avr. 2024 21:03

Relations

L'Acadie face au populisme de droite

Julien Abord-Babin

Numéro 800, janvier–février 2019

URI : https://id.erudit.org/iderudit/89645ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)
1929-3097 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Abord-Babin, J. (2019). L'Acadie face au populisme de droite. *Relations*, (800), 8–10.

Tous droits réservés © Relations, 2019

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

alternatives écologiques comme le tramway, alimentant ainsi leurs détracteurs.

Certains des leviers déjà existants pourraient pourtant nous permettre d'atteindre nos objectifs, notamment le Système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre (SPEDE), ou bourse du carbone. À l'heure actuelle par contre, le prix auquel s'échangent les crédits est trop bas pour avoir un impact sur les habitudes de transport des automobilistes selon le professeur en économie de l'énergie à HEC Montréal, Pierre-Olivier Pineau. Selon ce dernier, il faudrait augmenter d'au moins 0,50 $ le prix du litre d'essence afin d'atteindre nos objectifs provinciaux de réduction de GES, ce qui équivaut à un prix du carbone d'environ 200 $ la tonne, alors que le tarif actuel est d'environ 15 $[2].

L'application d'une telle tarification sur le carbone aurait un impact immédiat et généralisé sur les choix d'investissements et de consommation des individus et des entreprises. Bien que le principe même de marché du carbone ne fasse pas l'unanimité, il est contreproductif de nier son importance dans l'atteinte des cibles québécoises à court terme. Une forte tarification du carbone, si elle est accompagnée de mesures de transition positives en matière de transport (amélioration du transport en commun et du covoiturage, système de bonus-malus pour favoriser l'achat d'automobiles moins polluantes, etc.), constituerait alors un ensemble de mesures complémentaires très efficace et prometteur pour mettre le Québec sur le chemin de la transition, autant sur le plan écologique qu'économique. Devant l'urgence de la situation, nous ne pouvons pas faire l'économie de la question de l'efficacité des moyens à prendre. Autrement, nous ne ferons qu'accumuler les échecs, peu importe le nombre de pactes que nous signerons.

1. Voir F. Delisle, *Inventaire québécois des émissions de gaz à effet de serre en 2015 et leur évolution depuis 1990*, Ministère de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques du Québec, 2018.
2. Voir « GES : une approche québécoise plus rigoureuse, mais des cibles loin d'être atteintes », *Magazine MCI*, 28 février 2018 [en ligne].

L'ACADIE FACE AU POPULISME DE DROITE

Au Nouveau-Brunswick, le soutien d'un parti populiste anti-francophones au nouveau gouvernement minoritaire conservateur inquiète la population acadienne.

Julien Abord-Babin

L'auteur est membre du comité de rédaction du webzine acadien *Astheure**

L'élection provinciale du 24 septembre dernier au Nouveau-Brunswick aura marqué les esprits en raison des résultats extrêmement serrés et de la joute politique qu'elle a engendrée en vue de former un gouvernement minoritaire. Mais pour les Acadiens de la province, qui composent environ le tiers de la

ESPOIR

Engagés face à l'urgence climatique

Les astres se sont alignés pour que trois nouvelles initiatives, pourtant distinctes à l'origine, se renforcent mutuellement et fournissent un nouvel élan à la lutte contre le réchauffement climatique au Québec. D'abord, la Déclaration d'urgence climatique, lancée par le cinéaste Michel Jetté et l'écologiste André Bélisle, a fait boule de neige. Des élus municipaux représentant plus de quatre millions de Québécois et de Québécoises se sont engagés à l'adopter et à réduire de toute urgence nos émissions de gaz à effet de serre par des plans de transition basés sur les recommandations de la communauté scientifique. Ensuite, les marches citoyennes *La planète s'invite au Parlement* ont culminé le 8 décembre dernier, alors que des Marches pour le climat rassemblaient des milliers de personnes dans le monde à l'occasion de la 24e Conférence de l'ONU sur le climat (COP24). Enfin, comme une comète inattendue, le Pacte pour la transition, appuyé par plus de 250 000 personnes moins de trois semaines après son lancement, est également signe d'une volonté d'agir contre le réchauffement climatique, individuellement et collectivement. Tout cela s'ajoute au travail déjà mené par de multiples personnes et acteurs sociaux, dont le Front commun pour la transition énergétique et ses membres qui, avec raison, insistent sur la nécessité de réaliser sans tarder une transition énergétique structurante qui soit porteuse de justice sociale.

Manifestation *La planète s'invite au Parlement* à Montréal, le 10 novembre 2018. Photo : Katya Konioukhova

population, ce n'est rien de moins que le scénario du pire qui s'est réalisé. Alors qu'un nouveau parti anti-bilinguisme entre en scène et que la population se divise, les alliés, eux, se font de plus en plus timides. Les prochaines années s'annoncent donc houleuses dans la seule province canadienne officiellement bilingue.

Le nouveau visage du populisme anti-bilinguisme, voire francophobe, au Nouveau-Brunswick est incarné par la People's alliance of New Brunswick qui a fait son entrée à l'Assemblée législative en octobre dernier, huit ans après sa création. Avec 12 % du vote, le parti a connu le meilleur score de son histoire et fait élire trois députés.

Prônant une approche du soi-disant « bon sens » sur les questions linguistiques, qui semble surtout se baser sur la remise en question de droits chèrement acquis par la minorité acadienne et francophone de la province, l'Alliance envenime depuis des années le discours politique en transformant le moindre débat en procès du régime linguistique néobrunswickois. Il reprend ainsi le flambeau de la Confederation of Regions (CoR), un parti anti-bilinguisme qui a connu ses belles années au début des années 1990 et forma même l'opposition officielle de 1991 à 1995, avant de s'effondrer subitement.

Alors que les Acadiens pouvaient compter sur un minimum de bonne volonté de la part du Parti libéral et du Parti progressiste-conservateur (PPC), ce dernier semble malheureusement de moins en moins enclin à défendre leurs intérêts. Il faut dire qu'il est dirigé pour la première fois depuis des années par un anglophone unilingue, Blaine Higgs, issu d'une frange plutôt sceptique face au bilinguisme officiel. Jadis militant du CoR, il a même été candidat à sa chefferie avant de réintégrer, comme plusieurs, le PPC. Higgs est par ailleurs le premier chef du PPC depuis une vingtaine d'années à avoir carrément refusé de participer à un débat des chefs en français, faute de maîtriser suffisamment la langue.

Sans grande surprise, les Acadiens se sont donc rangés massivement derrière les libéraux du premier ministre sortant, Brian Gallant. Cela a permis aux libéraux de remporter clairement le vote populaire avec 38 % des voix. La division du vote a toutefois profité aux progressistes-conservateurs qui ont remporté une mince majorité des sièges, avec 22 députés contre 21 libéraux, bien qu'ils n'aient obtenu que 32 % des votes.

Goldstyn

La situation est d'autant plus problématique que l'Alliance détient de facto la balance du pouvoir. Ses trois sièges sont tout ce qui manque aux conservateurs pour atteindre le seuil de 25 sièges qui permet de contrôler l'Assemblée législative – qui en compte 49. D'ailleurs, son chef, Kris Austin, n'a pas tardé à signaler qu'il serait prêt à appuyer un gouvernement conservateur pour au moins un an et demi, en échange de quelques concessions. Ce scénario d'un gouvernement minoritaire conservateur appuyé par l'Alliance a d'ailleurs fini par se concrétiser, le gouvernement libéral de Brian Gallant, qui siégeait depuis l'élection, ayant été défait en chambre par ces deux partis le 2 novembre dernier.

Cette nouvelle configuration politique, soit un PPC peu engagé sur le front linguistique et appuyé par un parti carrément hostile au bilinguisme, fait craindre le pire pour les Acadiens. Leurs droits linguistiques les plus fondamentaux, notamment en santé et en éducation, ont beau être garantis par la Charte canadienne des droits et libertés et par la loi sur les langues officielles du Nouveau-Brunswick, son application dépend encore en bonne partie de la bonne volonté du gouvernement provincial.

Le résultat des dernières élections révèle par ailleurs une province presque coupée en deux sur l'axe linguistique. À l'exception de Shippagan-Lamèque, toutes les circonscriptions où les francophones sont majoritaires ou forment une minorité forte sont libérales (ou vertes, dans deux cas), alors que les circonscriptions très majoritairement anglophones sont progressistes-conservatrices ou alliancistes. Le PPC compte ainsi un seul député acadien. Cette absence de représentation au sein du gouvernement ramène le spectre d'une autre époque où les voix acadiennes étaient presque systématiquement marginalisées.

Comment expliquer ce recul ? Il ne faut pas s'en cacher, le Nouveau-Brunswick va mal. Son économie tourne au ralenti depuis longtemps, sa population est vieillissante et les déficits budgétaires ne cessent de s'accumuler. Le taux de chômage

y est aussi l'un des plus élevés au Canada. Blâmer les coûts soi-disant élevés du bilinguisme officiel pour expliquer la dette ou se plaindre des exigences linguistiques lorsqu'un anglophone perd son emploi (même si le taux de chômage est plus élevé chez les francophones) sont des arguments faciles que certaines voix populistes se gênent de moins en moins pour évoquer.

Malheureusement, alors que la province aurait plus besoin que jamais de se rallier derrière une vision commune et respectueuse de ses deux communautés linguistiques, tout semble indiquer qu'elle passera les prochaines années à se diviser davantage.

* <astheure.com>

Prix de l'AMéCO

La remise des prix d'excellence de l'Association des médias catholiques et œcuméniques (AMéCO) avait lieu à Québec le 26 octobre dernier. Notre collaborateur Frédéric Barriault a remporté un prix pour son article « Des sources chrétiennes aux luttes sociales », paru dans notre dossier consacré à la mémoire des luttes, en juin dernier. L'émission Foi et turbulences, à laquelle participe régulièrement Frédéric de même que notre rédacteur en chef Jean-Claude Ravet, a aussi été récompensée pour une émission diffusée en septembre dernier à laquelle participaient également Louis Rousseau et Suzanne Loiselle, deux proches collaborateurs de *Relations*. Elle est produite par le Centre culturel chrétien de Montréal et diffusée sur les ondes de Radio VM. Félicitations aux lauréats !

DÉRIVE SÉCURITAIRE ANNONCÉE AU BRÉSIL

L'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro était prévisible dans ce pays où foisonnent les discours qui légitiment la violence policière et naturalisent les inégalités sociales.

Benoît Décary-Secours

L'auteur a fait une thèse de doctorat sur la violence politique au Brésil et est chercheur postdoctoral au Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales et les discriminations (CREMIS)

Le 1er janvier dernier, le nouveau président du Brésil, Jaïr Bolsonaro du Parti social-libéral, est officiellement entré en fonction. Si sa proximité avec l'extrême-droite est largement discutée, l'origine de la révolution fascisante qu'il met de l'avant est toutefois moins bien comprise. Celle-ci ne surgit pas du néant et ne peut être assimilée à la simple émergence mimétique d'un « Trump tropical ». En effet, depuis la transition démocratique des années 1980 au Brésil, un fort rejet de la notion de droits humains s'est instillé au cœur même des institutions démocratiques et des organes de répression.

Après 21 ans de dictature militaire (1964-1985), le processus du retour à la norme démocratique s'est fait sans le peuple au Brésil. Un pacte entre les élites a préservé l'impunité des responsables de violations des droits humains et des inégalités sociales aiguës qui structurent la société brésilienne. La promulgation d'une loi d'amnistie, le 28 août 1979, a interdit que puissent être poursuivis et condamnés les responsables des crimes commis par l'État militaire. À cela s'ajoute l'incapacité de la démocratie brésilienne de s'attaquer de manière radicale aux divisions sociales héritées de l'esclavage.

Ainsi, pour comprendre une des raisons de la chute du président Lula da Silva et l'attrait qu'exerce Bolsonaro, il faut savoir que le discours sécuritaire assimilant la promotion des droits humains à une « protection des bandits » et la violence policière à une force salvatrice contre les maux de la nation est présent depuis longtemps au Brésil. Dès le début de la transition démocratique, le gouverneur de São Paulo, Franco Montoro, était critiqué par l'ancien pouvoir dictatorial pour sa « philosophie vantant les "droits humains" [...] au profit du marginal, lui donnant le "droit" de voler, de tuer et de violer en se promenant armé[1] ». Vingt-trois ans plus tard, cette même accusation a été adressée au gouvernement de Lula du Parti des travailleurs, au pouvoir de 2003 à 2011. Par exemple, à la suite d'une série d'attaques contre la police attribuée au crime organisé en mai 2006, le gouverneur de l'État de São Paulo de l'époque, Geraldo Alckmin, osait soutenir que le véritable responsable de ces atta-